

Enquête sur les réseaux d'influence israéliens à Bruxelles

31 janvier 2019



Tout le monde le sait, les réseaux pro-israéliens jouent un rôle actif sur la scène politique américaine. Moins connue en revanche est leur influence à Bruxelles, siège des institutions européennes. Avec l'appui de leurs homologues d'outre-Atlantique et le soutien de Tel-Aviv, ils consolident le statut sans équivalent d'Israël auprès d'une Union européenne qui refuse toute mesure contre la poursuite de la colonisation et les innombrables violations des droits humains dans les territoires palestiniens occupés.

« Au regard des violations des droits humains, le lobby israélien bénéficie d'un net traitement de faveur par

rapport à d'autres représentations d'intérêts étatiques, explique une source au Parlement européen. « Lorsque la Russie a placé des députés européens sur une liste noire d'interdictions d'entrée sur son territoire national, le président du Parlement européen Martin Schultz a immédiatement limité l'accès des diplomates russes à l'institution. Israël, de son côté, n'hésite pas à blacklister les eurodéputés qui défendent les droits des Palestiniens et, à de rares exceptions près, interdit aux membres du Parlement européen l'accès à la bande de Gaza depuis 2011, sans que cela ne suscite la moindre contre-mesure de notre côté ! », poursuit notre contact.

En janvier 2016, le successeur de Schultz, Antonio Tajani, interdisait une conférence à laquelle était convié un ministre syrien dans le contexte [d'accusations d'usage d'armes chimiques](#) par le régime de Bachar Al-Assad. Il n'a vu toutefois aucune objection à ce que le député israélien Avi Dichter, maître d'œuvre de la répression de la seconde Intifada, soit invité avec les honneurs à s'exprimer en [commission des affaires étrangères](#) en septembre 2018.

Si l'influence des groupes d'intérêt visant à préserver le soutien dont jouit Tel-Aviv auprès des États-Unis est de notoriété publique, moins connue est l'activité de ces réseaux sur le Vieux Continent. Depuis le début des années 2000, ces derniers s'emploient pourtant à asseoir leurs bonnes relations avec l'Union européenne (UE) et ses États membres. Si les bonnes grâces de Bruxelles ne revêtent pas pour Tel-Aviv le même intérêt vital que celles de Washington, elles n'en sont pas moins stratégiques. Première partenaire commerciale, l'UE a progressivement octroyé à Israël un statut d'allié privilégié dans des domaines cruciaux tels que la recherche scientifique, l'innovation ou le renseignement.

Le lobby israélien a connu sa première implantation substantielle en Europe dans la foulée de la seconde Intifada qui éclate en septembre 2001. « Prenant acte de son image désastreuse en raison de la répression de la résistance palestinienne, le gouvernement israélien va tenter de compenser le déficit de légitimité dont il souffre à cause de sa politique coloniale en cherchant à soigner son image auprès des élites européennes », explique David Cronin, journaliste irlandais, auteur, avec les chercheurs Sarah Marusek et David Miller, d'une vaste étude sur le sujet (1). Quinze ans plus tard, la greffe semble avoir remarquablement pris, et Tel-Aviv dispose d'un réseau d'influence quasiment sans pareil pour un groupe de pression étatique.

Le lobby a pu compter sur le soutien du grand frère états-unien. Certaines de ses composantes en sont l'émanation directe, comme le Transatlantic Institute, créé par l'American Jewish Committee, ou le B'nai B'rith Europe. D'autres structures, sans avoir de liens organiques avec les bureaux de Washington, s'inspirent de leurs méthodes, à l'instar des European Friends of Israel (EFI), fondé en 2006, ou de l'Europe Israel Public Affairs (EIPA), dont le fonctionnement n'est pas sans rappeler celui du puissant American Israel Public Affairs Committee (AIPAC). Outre le rôle de courroie de transmission des positions gouvernementales, certaines sont assignées à une mission spécifique. Ainsi de [NGO Monitor](#), créée en 2002, passée maîtresse dans l'art de discréditer, souvent de façon mensongère, les organisations de droits humains israéliennes et palestiniennes auprès des bailleurs de fonds occidentaux.

Un lobby caméléon

En raison de règles de transparence des lobbies nettement plus souples dans l'UE qu'aux États-Unis, il est difficile d'identifier précisément les sources de leur financement. L'analyse des déclarations fiscales des organismes de charité a toutefois permis d'établir que leurs principales ressources proviennent de philanthropes résidant outre-Atlantique, proche des droites américaine et israélienne — parmi lesquels Sheldon Adelson, promoteur immobilier proche du président Donald Trump (2). Ils bénéficient également du soutien des services diplomatiques israéliens.

Une part substantielle des composantes de ce lobby a pour particularité de conjuguer soutien indéfectible à

la politique israélienne et défense, parfois authentique, des intérêts des communautés juives d'Europe. Leur représentativité est pourtant loin d'être évidente. L'European Jewish Association (EJA), qui se targue d'être la plus grande coupole d'organisations juives du continent, ne compte ainsi que [peu de structures bénéficiant d'un réel ancrage local](#).

Sans constituer un bloc monolithique, ces organisations ont une certaine porosité entre elles. Menachem Margolin, l'un des lobbyistes les plus actifs à Bruxelles, est à la fois le fondateur de l'EIPA et de l'EJA. Alex Benjamin est quant à lui passé en 2015 de la direction de l'EFI à celle de l'EIPA. L'opacité de leur fonctionnement interne en fait un véritable « lobby caméléon », disposant d'une grande souplesse.

Viser les centres de pouvoir

Domaine particulièrement scruté par ces organisations, la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE est fixée par les États, selon la règle de l'unanimité. Une part importante de l'action du lobby se déploie dès lors aux niveaux nationaux, s'appuyant notamment sur le consensus pro-israélien qui prévaut en Allemagne et en Europe centrale et orientale. Si les ambassades sont souvent à la manœuvre, des groupes de pression locaux y sont parfois établis de longue date, comme par exemple au Royaume-Uni.

L'influence exercée sur la Commission européenne, qui dispose du monopole de l'initiative législative, met en œuvre les décisions européennes et gère l'assistance financière aux pays tiers et les programmes de coopération, revêt un intérêt fondamental. Certaines directions générales (DG) sont particulièrement scrutées, comme la DG Commerce, la DG Fiscalité et union douanière (Taxud) chargée du suivi de la délicate question des produits des colonies, ainsi que la DG Recherche et innovation (RTD) qui finance notamment le programme européen Horizon 2020 auquel participe Israël. Le lobby bénéficie de l'oreille attentive de ces administrations. La nomination de la commissaire au commerce Cecilia Malmström, a été [saluée par l'EFI](#). Le commissaire à la recherche, à l'innovation et à la science, Carlos Moedas, s'est montré particulièrement actif dans la promotion de la [participation d'Israël à la recherche européenne](#).

Les droites extrêmes courtisées

Le lobby a également cultivé de puissants relais au Parlement européen. Ils proviennent essentiellement des groupes des conservateurs et réformistes européens (European Conservatives and Reformists Group, ECR) et du Parti populaire européen (PPE). Le courant sioniste chrétien, qui perçoit la réussite de l'« État juif » comme l'accomplissement d'une prophétie biblique compte aussi des partisans au Parlement européen, bien qu'en moindre proportion qu'aux États-Unis. Ils sont rassemblés dans l'European Coalition for Israel (ECI). Comme l'essentiel des autres organisations du lobby, celle-ci ne se contente pas de promouvoir les liens avec Israël, mais soutient également avec ferveur les positions maximalistes de son gouvernement, dont elle appelle notamment à reconnaître la [souveraineté sur l'ensemble de Jérusalem](#).

Israël peut enfin compter sur ceux qui voient en lui le bastion avancé de l'Occident contre l'islam. Ils se recrutent dans les rangs conservateurs, mais aussi dans les droites radicales ou extrêmes avec lesquelles Israël a entamé un rapprochement, malgré le [rapport trouble](#) que certaines entretiennent avec l'antisémitisme. Six des treize membres fondateurs des [Amis de la Judée et la Samarie](#) (3) au Parlement européen appartiennent à cette tendance. Créé en 2017, ce groupe entend favoriser le commerce avec les colonies en Cisjordanie, pourtant illégal pour le droit international.

La cooptation d'élus par les organes d'influence israéliens ne va pas sans son lot de conflits d'intérêts. Conseillère politique pour le groupe ECR, Elise Coolegem collabore dans le même temps avec l'ambassade israélienne, sans qu'il apparaisse clairement [si elle est rémunérée pour cette activité extra-parlementaire](#), ce qu'interdisent les règles de cette assemblée. Le président de la délégation du Parlement européen pour les relations avec Israël, Fulvio Martusciello (PPE), est quant à lui, personnellement conseillé par Nuno

Wahnon Martins, membre du Congrès juif européen (CJE), qui vise à promouvoir une politique européenne « équilibrée » à l'égard d'Israël. Une [enquête réalisée par David Cronin](#) démontre qu'il assure lui-même l'essentiel du travail de la délégation, permettant à Israël de bénéficier de documents internes de première main.

Les charmes discrets de la « start-up nation »

L'efficacité du lobby ne peut s'expliquer uniquement par la complaisance européenne. « Une partie de l'establishment européen et des États membres voit d'un bon œil le rapprochement avec Israël et ne considère pas que la question des droits humains soit un motif valable pour le différer », analyse David Cronin. Si l'opinion publique européenne perçoit toujours négativement [l'influence d'Israël dans le monde](#), une partie du patronat est séduite par les [opportunités d'affaires](#) de la « start-up nation ». Le niveau de recherche et développement (4,25 % du PIB en 2016, le plus élevé de l'OCDE), en fait un partenaire scientifique de choix, et de nombreuses entreprises européennes et israéliennes sont étroitement connectées. Important débouché pour les armes européennes, Israël est également devenu un <https://www.aljazeera.com/indepth/o...> de pointe auprès des pays européens, notamment de drones armés dont certains ont été expérimentés à Gaza.

Les groupes de pression l'ont bien compris, et exploitent les contradictions entre les intérêts de l'élite européenne et son attachement proclamé au droit. Un arbitrage défavorable peut en effet se révéler désastreux pour Israël. En 2009, le gel du processus de rehaussement des relations bilatérales suite à l'offensive meurtrière sur Gaza avait conduit à une baisse de 20,8 % des échanges avec l'UE (4).

En 2012, EFI joua un rôle déterminant dans la ratification par le Parlement européen de l'Accord d'évaluation de la conformité et l'acceptation des produits industriels (ACAA) bloqué depuis 2010. Le lobby a en effet entrepris un intense travail de sensibilisation en direction du groupe des libéraux européens, tiraillé entre attachement aux droits humains et intérêts économiques. Ces derniers ont finalement consenti à rouvrir la discussion, permettant à une majorité favorable à l'accord d'émerger, aidée en cela par la Belge Frédérique Ries et la Britannique Sarah Ludford. Ces deux membres de l'EFI ont notamment avancé qu'un meilleur accès au marché unique de la compagnie israélienne Teva, premier fabricant mondial de médicaments génériques, « permettrait aux citoyens de l'UE d'obtenir l'accès à des médicaments de haute qualité à prix abordable » (5).

Le feu nourri des services diplomatiques et du lobby à Bruxelles et dans les États membres (qui, au sein du Conseil de l'UE, se sont en principe opposés au rehaussement des relations avec Tel-Aviv) entraveront les rares tentatives des autorités européennes de passer de la parole aux actes. En 2013, les premières lignes directrices excluant de tout financement européen les entreprises et institutions situées dans les colonies feront l'objet d'un accord d'interprétation souple, et reconnaissant de fait leur présence. Les secondes, en 2015, qui recommandaient un étiquetage spécifique des marchandises produites dans les territoires occupés, se sont révélées quant à elles [pratiquement impossibles à mettre en œuvre](#).

Une administration cadennassée

À la fois pour poursuivre ses propres objectifs et par réflexe d'autocensure vis-à-vis du Conseil de l'UE, l'appareil administratif de la Commission cadennasse étroitement les tentatives de durcir le ton. Renforcer la pression sur Tel-Aviv serait pourtant dans l'intérêt des Européens. Selon un fonctionnaire de l'institution, « l'UE dépense trois cents millions d'euros par an pour alléger les souffrances des Palestiniens, alors qu'une levée – même partielle – du blocus à Gaza et des restrictions d'accès en Cisjordanie pourraient avoir un impact autrement plus important sur le développement socio-économique des populations ».

L'UE ou ses États membres n'ont toutefois jamais réussi à faire rendre des comptes à Israël pour les démolitions par son armée des projets financés par l'aide internationale en Palestine. Elle en a pourtant non

seulement les moyens, mais l'obligation : le 18 mars 2017, le service juridique de la Commission émettait un avis sur le sujet. Rappelant le caractère illégal de ces destructions ainsi que les injonctions pesant sur la communauté internationale pour empêcher celles-ci (6), la note confidentielle que nous avons pu consulter liste une série de contre-mesures envisageables, allant de la demande de compensation financière à la « suspension entière ou partielle des accords internationaux avec Israël ». Fidèle à sa politique consistant à ne jamais dépasser le stade des condamnations verbales, la Commission ignorera les conclusions du document.

De surcroît, certaines organisations comme NGO Monitor cherchent à ralentir le travail de développement de l'UE en territoire occupé en dénonçant ses partenaires locaux. « On a instruction de recevoir ses représentants, parfois accompagnés d'un membre de l'ambassade d'Israël à Bruxelles, ce qui est paradoxal pour une organisation "non gouvernementale" », note un administrateur européen. « NGO a ses entrées au Conseil et au Parlement, et bénéficie donc de renseignements extrêmement précis sur les bénéficiaires de nos financements. »

L'arme fatale de l'accusation d'antisémitisme

Le lobby israélien est par ailleurs devenu le fer de lance de la croisade du gouvernement israélien contre ce qu'il nomme les « réseaux de la délégitimation ». En ligne de mire, la campagne internationale Boycott, désinvestissement, sanction (BDS) dirigée contre Israël tant qu'il ne se conformera pas à ses obligations internationales vis-à-vis du peuple palestinien. Cette initiative issue de la société civile palestinienne est désormais érigée au rang de « menace stratégique », moins pour son impact économique qu'en raison de ses répercussions sur l'image du pays. Le 31 décembre 2017, le gouvernement créait un fonds de 72 millions de dollars (63 millions d'euros), partiellement financé par des dons privés, en vue de soutenir la lutte contre le boycott à l'étranger.

Ne se satisfaisant pas de la position officielle de l'UE, opposée à la campagne BDS mais attachée à la liberté d'expression, le lobby s'échine à la criminaliser. Sur un continent encore marqué par la mémoire du judéocide, l'accusation d'antisémitisme s'est révélée d'une efficacité redoutable. Depuis 2016, il cherche à faire adopter la « définition de travail » de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'holocauste (International Holocaust Remembrance Alliance, IHRA), qui repose sur des exemples, amalgamant la critique d'Israël au racisme antijuif. Au Royaume-Uni et dans certains États américains où de telles définitions ont déjà fait l'objet d'une loi, des dizaines d'événements de solidarité avec la Palestine ont été annulés en raison de leur référence au boycott.

Trompant la vigilance des élus en contournant la Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (LIBE), des organes pro-israéliens ont réussi à faire voter une résolution en séance plénière en juin 2017 appelant les États membres et les organismes de l'Union à adopter la définition de l'IHRA. Le Conseil Justice et affaires intérieures l'a voté le 6 décembre 2018, invitant les États membres à aller dans le même sens, sans reprendre les exemples controversés, qui ne furent toutefois pas explicitement écartés. À cette occasion, le Conseil invita également les États membres à suivre son exemple, les réseaux de Tel-Aviv cherchant, quant à eux, à leur faire adopter la définition dans son intégralité. Le Royaume-Uni a notamment déjà [adopté cette résolution en 2016](#).

Des relais assidus

Le lobby peut compter sur la coordinatrice de la Commission pour la lutte contre l'antisémitisme, l'Allemande Katharina von Schnurbein, dont la création de la fonction en 2015 répondait notamment à [l'appel de l'AJC](#). Proche des principaux groupes d'intérêt pro-israéliens, elle relaie assidûment leur communication, y compris les [accusations d'antisémitisme contre le BDS](#). En février 2018, elle a participé à la salve du lobby contre l'eurodéputée socialiste portugaise Ana Gomes, qui avait organisé un séminaire

avec Omar Barghouti, l'initiateur de la campagne. Accusée par l'élue d'avoir enfreint le code de bonne conduite du personnel administratif du Parlement, elle sera [soutenue par la Commission](#).

En novembre 2018, à l'occasion d'une conférence à Bruxelles sur BDS, [l'EJA et l'EIPA ont annoncé](#) qu'ils interpelleraient l'ensemble des partis politiques européens pour les inviter à « rejeter les activités de boycott comme fondamentalement antisémites ». L'initiative ne fait toutefois pas l'unanimité dans la communauté juive. « Le fait de considérer que la focalisation spécifique sur Israël plutôt que sur un autre État puisse relever de l'antisémitisme est très étrange : quel autre pays conduit pareille politique de colonisation et d'oppression ? », interrogeait Arthur Goodman du groupe britannique European Jews for Justice for Palestinians (EJJP), lors d'une [conférence de presse organisée en réaction à cet événement](#).

Des accusations comme celles portées par NGO Monitor contre BDS peuvent se révéler particulièrement nuisibles. « Nous sommes contraints de passer notre temps à démonter ces accusations absurdes », déplore Aneta Jerska, coordonnatrice de l'European Coordination of Committees and Associations for Palestine (ECCP). [« Nous pouvons nous prévaloir de certains succès, notamment dans la lutte contre l'adoption de la définition de l'IHRA ou dans la défense du BDS. Mais une bonne campagne nécessite plusieurs années, et nous ne disposons, à l'inverse des organismes pro-israéliens, que de peu de moyens » ajoute-t-elle, espérant multiplier les partenariats avec les associations juives opposées à l'instrumentalisation de l'antisémitisme.

Retour de bâton ?

L'efficacité des relais étrangers du gouvernement de Benyamin Nétanyahou à assurer le soutien états-unien et la passivité européenne pourraient-elles se retourner contre lui ? Sûr de son impunité, ce dernier avance désormais à visage découvert, en relançant la colonisation, en renforçant la nature ethnique de l'État et en [consolidant ses alliances avec les régimes illibéraux](#), ce qui écorne encore davantage l'image d'Israël, y compris parmi les communautés juives.

L'approfondissement du fossé qui le sépare de l'opinion publique européenne pourrait à l'avenir compliquer le travail du lobby. En février 2017, le directeur de l'EIPA s'était ému du vote par le parlement israélien d'un projet de loi permettant la légalisation a posteriori du vol de terres aux Palestiniens. « Lorsque de telles choses se produisent, cela annule une grande partie de notre bon travail visant à présenter Israël sous son meilleur jour dans les institutions de l'UE », [explique-t-il sur son blog](#).

Comme aux États-Unis, le lobby israélien en Europe se trouve ainsi dans la situation paradoxale de n'avoir jamais été tout à la fois aussi influent auprès des élites et déconnecté de la société civile. Une sorte de miroir inversé du mouvement de solidarité avec les Palestiniens, dont le succès des initiatives de terrain tranche avec son extrême difficulté à convaincre les dirigeants de privilégier le droit à la realpolitik.

Grégory Mauzé

Politologue et journaliste

(1) [The Israel Lobby and the European Union](#), Public Interest Investigations, Glasgow, 2016.

(2) Ibid. , p. 5.

(3) Noms bibliques utilisés par la droite sioniste pour nommer la Cisjordanie.

(4) David Cronin, Sarah Marusek, David Miller, op. cit.

(5) Ibid.

(6) Obligation rappelée dans la résolution 2334 du Conseil de sécurité de l'ONU de 2016.

- Emplacement : Vous êtes ici : [Accueil](#) > [S'informer](#) > [Actualités](#) >

- Adresse de cet article :

<https://plateforme-palestine.org/Enquete-sur-les-reseaux-d-influence-israeliens-a-Bruxelles>